

Fribourg: un manifeste pour la dignité interpelle les politiques

Face à une précarité en augmentation, 58 organisations ont signé un « Manifeste pour la dignité dans le canton de Fribourg ». Des études de la Haute école de travail social Fribourg corroborent leurs constats.



Afin de dénoncer la pauvreté et le surendettement qui s'accroissent, 58 associations ont signé un « Manifeste pour la dignité dans le canton de Fribourg ». Réunies au sein du Collectif dignité, elles y dénoncent notamment les conditions de précarité et le manque de moyens d'aide auquel font face les organisations. « La crise sanitaire aggrave fortement la situation des plus démunies. Elle nous atteint dans notre dignité », est-il écrit en grand sur le document.

Ce plaidoyer requiert plus de dialogue entre les citoyen·ne·s, les organisations et les politiques. Il revendique des solutions qui assurent une vie digne et une prise de responsabilité partagée.

Dans le courrier envoyé aux autorités politiques fribourgeoises, les signataires réclament que le Canton de Fribourg mette en œuvre « MAINTENANT » les engagements formels pris ces dernières années en faveur de la réduction des inégalités et de la lutte contre la pauvreté. L'image négative dont sont victimes les individus en situation de précarité est également dénoncée. « Le rapport de dépendance vis-à-vis de l'État est fortement stigmatisé, notre pays s'étant bâti sur les fondements de la responsabilité individuelle. Partage et redistribution sont associés à assistance, ce qui amène à méconsideérer les bénéficiaires d'aides de l'État comme des assisté·es, ou pire encore. Cette stigmatisation conduit nombre de personnes concernées à renoncer à leurs droits. »

Rappelant que la précarité est une problématique multifactorielle qui « concerne aussi les domaines de la santé physique, de la santé mentale, de l'éducation et la garde d'enfants, de l'acquisition des compétences de base, du travail, de la participation citoyenne, des relations sociales, de l'habitat et de la stabilité du séjour », les associations et organisations énoncent sept mesures pour faire face à l'urgence de la crise sanitaire et sociale sans que cela ne débouche sur « des situations humaines dramatiques et inacceptables. » Ces mesures sont :

1. Garantir le droit à l'alimentation
2. Suppression de l'exigence du remboursement de l'aide sociale ; uniformisation des traitements
3. Introduction des prestations complémentaires pour les familles
4. Inclusion numérique de tous et toutes
5. Participation des personnes concernées aux décisions et aux mesures de prévention de lutte contre la pauvreté
6. Accès à un logement décent pour toutes et tous
7. Renforcer l'intégration sociale des personnes isolées

La Haute école de travail social Fribourg a mené, dès le début de la crise socio-sanitaire liée au Covid-19, plusieurs travaux à ce sujet. Douze articles rédigés dans ce cadre et en collaboration avec REISO ont paru dans la revue, et une brochure « Travail social et Covid-19 », réunissant ces textes, a été publiée.

www.dignite-fribourg.ch

(croc)

- Lire aussi: REISO, [Recueil d'articles sur «Travail social et Covid-19»](#), REISO, Revue d'information sociale, publié le 14 décembre 2020.